

## Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes – «Protecting media to protect democracy»

En quinze ans, de 2006 à 2020, plus de 1.200 professionnels des médias ont été tués dans le monde, et ceci dans l'exercice de leur métier. 9 sur 10 de ces assassinats restent impunis : en effet, souvent ce sont les autorités politiques incriminées par les enquêtes et les recherches des médias qui veillent à ce que ces crimes ne soient pas sanctionnés. Les professionnels des médias et leurs collaborateurs (chauffeurs, traducteurs) qui travaillent pour une presse libre et donc pour une démocratie avertie risquent leur santé et leur vie, sans que les responsables de ces attaques et des meurtres ne soient jugés. 93 % des journalistes tués étaient des journalistes locaux, vivant et travaillant dans des pays où dire la vérité est dangereux. L'Unesco lance un appel urgent aux gouvernements et à la société civile de se joindre à elle pour mettre fin à l'impunité de ces attaques, qui non seulement visent des êtres humains, mais les droits humains et les systèmes de droit et de justice.

En reconnaissance des profondes conséquences de l'impunité des crimes commis contre les professionnels des médias, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté, lors de sa 68<sup>e</sup> session en 2013, une résolution qui proclame le 2 novembre « Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes ». Cette résolution exhorte tous les États membres à mettre en place des mesures précises afin de lutter contre l'actuelle culture d'impunité. La date a été choisie en mémoire de l'assassinat de Ghislaine Dupont et Claude Verlon, deux journalistes français tués au Mali le 2 novembre 2013 (<https://www.unesco.org/fr/days/end-impunity>).

Dans le cadre du 10<sup>e</sup> anniversaire du Plan d'action des Nations unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, une conférence de haut niveau sera organisée le 3 et le 4 novembre 2022 à Vienne en Autriche. Le Luxembourg participera à cette conférence par le biais de son ambassadrice auprès de l'Unesco, qui y annoncera le soutien luxembourgeois à la cause de la sécurité des journalistes et professionnels des médias, notamment par le biais du PIDC (programme international sur le développement de la communication) de l'Unesco, et la Plateforme pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes du Conseil de l'Europe.

Même si les journalistes travaillant au Grand-Duché ne sont pas directement exposés aux risques d'un front de guerre dans notre pays, la société toute entière se doit de rester vigilante face à tout type de pressions, y compris économiques, pouvant être effectuées sur les professionnels des médias. Le message de l'Unesco pour le 2 novembre de cette année est donc clair : « Protéger les médias pour protéger la démocratie », une presse libre étant une base essentielle de la démocratie et au-delà pour la paix et le développement mondial.

La Commission luxembourgeoise pour l'Unesco et le Conseil de presse du Luxembourg saisissent l'occasion de cette « Journée internationale de la lutte contre la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes » du 2 novembre 2022 pour appuyer le message de l'Unesco : « Protecting media to protect democracy » et exprimer sa solidarité avec les journalistes.